

la courbe du C h a n g e m e n t

130^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA CGT
80^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA SECU



Le 5 juin : RETRAITES, SALAIRES, EMPLOI, même combat !

Nos conditions de travail se dégradent significativement, avec une situation telle que l'a connue « France Telecom ». Cette année 2025 compte déjà une dizaine de suicides et de tentatives de suicides d'agents de la DGFIP. La souffrance au travail est bien réelle !

Les restructurations incessantes et une nouvelle revue des missions menacent tous les services et tous les métiers de la DGFIP. Comme le nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics qui exclut la protection fonctionnelle, tous les agents sont concernés. Il est urgent de s'organiser et agir avec la CGT. La CGT Finances Publiques revendique :

- l'arrêt des suppressions d'emploi et des recrutements statutaires immédiats à hauteur des besoins,
- un maillage territorial de proximité de pleine compétence,
- une revalorisation immédiate de 10 % des rémunérations et des pensions, la compensation de la perte de pouvoir d'achat et le retour de la GIPA,
- la rémunération complète, sans jour de carence, des congés de maladie ordinaire,
- l'abandon des affectations au choix et au fil de l'eau.

C'est pour gagner ces revendications et pour l'abrogation de la réforme des retraites que la CGT Finances Publiques appelle l'ensemble des agents, fonctionnaires et contractuels, à la grève nationale interprofessionnelle le 5 juin.

(voir [la suite en ligne](#))

RETROUVEZ LES LIEUX ET
HORAIRE DE LA MANIF
SUR L'APPLI CGT AUBE !



Téléchargez
l'application de
la CGT AUBE

Le 13 mai à TROYES



Notre section s'est bien entendu mobilisée le 13 mai, pour :

- le rétablissement de la rémunération complète, sans carence, pendant les jours d'arrêt maladie ordinaire ;
- le maintien des conditions budgétaires de versement de la GIPA pour 2025. (voir notre [lettre du mois d'avril 2025](#))

Nous sommes allés à la rencontre des contribuables pour échanger.

Nous remercions canal 32 d'avoir couvert l'évènement !

(Voir la [video en ligne](#))

PSC : un choix scandaleux !

Bercy a choisi, pour la santé et la prévoyance obligatoire à compter du 1er janvier 2026, ALAN, une start up, société anonyme relevant de l'assurance de personne lucrative, sans réseau physique, financée par des spéculateurs, fonds d'investissement, ...

Pour la 2ème fois, l'État souhaite attribuer à ALAN un marché ministériel qui est très au-delà des capacités d'un tel groupe. Les 134.000 actifs et leurs 84.000 ayants-droits, les 120.000 retraités et leurs 36.000 ayants-droits représentent un marché de plusieurs centaines de millions d'euros, dont la taille est parfaitement démesurée par rapport à un chiffre d'affaires d'un demi-milliard en 2024.

Cet opérateur est toujours déficitaire depuis sa création, à hauteur de 54 millions d'euros en 2024 soit 11% de son chiffre d'affaires, comme toujours depuis sa création, et ne trouve son équilibre qu'en empruntant sur les marchés financiers.

C'est donc un choix purement idéologique au détriment de la stabilité et du besoin de proximité des agents et qui contrevient aussi aux principes de solidarité républicaine qui se retrouvent dans notre système global de protection sociale.

L'accord ministériel « Protection Social Complémentaire », signé unanimement en juin 2024, est un cadre pour contraindre l'opérateur retenu à respecter ses engagements au service des agentes et des agents du ministère. Les améliorations des remboursements obtenues et les mécanismes de solidarité mis en place, doivent être respectés. Au vu de l'opérateur retenu, cela nous semble impossible.

(voir [la suite en ligne](#))

SOMMAIRE

Page 1 : Nouvelles de la DGFIP

Page 2 : Le coin des cadres et techniciens avec l'UGICT-CGT

Page 3 : Le coin du collectif aubois de la fonction publiques avec l'UFSE

Pages 4 et 5 : la perversion mémorielle...



Imprimé par la section syndicale
CGT finances publiques de l'Aube
UD CGT 10 / 2A boulevard du 1er RAM
10 000 TROYES
<https://10.cgtfinancespubliques.fr>
cgt.ddfip10@dgfip.finances.gouv.fr

PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES : LE DUMPING SOCIAL - BAROMETRE 2025

Salaires et reconnaissance : le malaise est profond

Les professions intermédiaires et techniciennes, désormais la première catégorie socio-professionnelle en nombre (Insee, 2025), subissent le décrochage des salaires de plein fouet, en plus d'un manque de reconnaissance. Le salaire est maintenant la priorité numéro une pour les professions techniciennes et intermédiaires, dépassant l'équilibre vie pro/vie perso, qui arrivait pourtant en tête ces dernières années :

- 74 % des professions intermédiaires placent en premier le salaire comme priorité dans leur travail, +2 points par rapport à 2024, et +18 points par rapport à 2018 !
- 51 % des professions intermédiaires estiment que leur rémunération n'est pas en adéquation avec leur qualification (+2 points par rapport à 2024).

L'Ugict tire la sonnette d'alarme sur les salaires, qui n'est pas sans lien avec le financement de notre système de retraites.

Travailler toujours plus, sans contrepartie ??

Le Premier ministre a déclaré lors de son discours sur l'état des finances publiques, le 15 avril dernier, que les Français "ne travaillent pas assez". Et pourtant tous les chiffres prouvent le contraire : près d'une profession intermédiaire sur deux (44 %) déclare travailler plus de 40 heures par semaine (dont 12 % au-delà de 45 heures !)

Le sentiment de non-reconnaissance au travail qui augmente pour les professions intermédiaires est aussi une conséquence du fait que le travail supplémentaire fourni ne soit pas reconnu, car plus de la moitié d'entre elles et eux déclare faire des heures supplémentaires (47 %), et un quart des professions intermédiaires déclare faire des heures supplémentaires qui ne sont ni récupérées, ni rémunérées !

Au travail aussi, les paroles et actes racistes se libèrent

Avec la montée de l'extrême-droite et des propos et actes racistes, xénophobes et antisémites en France, l'Ugict-CGT a voulu, par le biais de ses baromètres annuels, faire un état des lieux sur les discriminations racistes subies au travail.

- 41 % ont déjà été témoins et/ou victimes de "plaisanteries" et "blagues" racistes (38% chez les cadres, Baromètre 2024) : 20 % en ont été victimes
- 29 % ont déjà été témoins et/ou victimes d'insultes racistes (20% chez les cadres) : 16 % en ont déjà été victimes.

Ces chiffres, en plus d'être alarmants, sont aussi la preuve que les employeurs ne prennent pas leurs responsabilités :

- 61 % des professions intermédiaires déclarent ne pas avoir été informés par leur employeur des droits et recours en cas de comportement raciste au travail (+11 points par rapport aux cadres) ;

Crises : il est urgent de donner du pouvoir d'agir aux travailleurs !

Dans un contexte où les crises environnementales, politiques et sociales se cumulent, et où l'extrême droite gagne du terrain, l'Ugict-CGT a décidé de se pencher sur la question du futur au travail. Parce que ni le gouvernement, ni le patronat ne prennent leurs responsabilités pour faire face aux défis qui se présentent collectivement à nous il est nécessaire de redonner du pouvoir d'agir aux salariées et agents sans qui rien ne peut se faire.

Les professions intermédiaires estiment que parmi les défis importants que nous traversons, ces derniers pourraient impacter leur travail dans le futur :

- Les défis climatiques : 53 %
- Les défis de paix et la hausse des conflits armés : 51 %
- Les défis démographiques et le vieillissement de la population : 48 %

Pour plus de la moitié des professions intermédiaires (59 %), leur employeur ne semble pas anticiper les défis à venir ! Et quand les professions intermédiaires estiment que leur employeur les anticipent, ils et elles sont tout de même 62 % à ne pas avoir été consultées pour réfléchir aux solutions à mettre en œuvre pour y répondre.

L'IA, peut-être ... mais pas sans nous !

- Plus d'une profession intermédiaire sur quatre estime que le déploiement de l'IA est plus un recul qu'une avancée ;
- Pour une profession intermédiaire sur deux (49 %), leur entreprise ou administration ne leur a pas donné d'informations générales sur l'IA .

Enfin le soutien à la revendication d'un droit effectif à la déconnexion progresse (+ 6 points par rapport à 2020) dans un contexte où 43 % des professions intermédiaires constatent un débordement de la vie professionnelle sur la vie privée avec l'usage des technologies de l'information et de la communication (+4 points par rapport à l'année dernière). Cela témoigne de la nécessité d'encadrer le télétravail, notamment par une directive européenne que le gouvernement français doit s'engager à soutenir.

5 JUIN : MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE POUR NOS RETRAITES, NOS EMPLOIS ET NOS SALAIRES



Téléchargez
l'application de
la CGT AUBE

Retraites, salaires, emploi : même combat

La retraite par répartition c'est solide et solidaire : chaque euro cotisé finance immédiatement les pensions. Des salaires plus élevés, c'est plus de cotisations pour la sécurité sociale, donc de meilleures retraites, mieux financées.

Augmenter les salaires et gagner l'égalité salariale femmes-hommes, ce n'est pas seulement juste, c'est aussi le moyen fiable et efficace de garantir l'avenir de notre système solidaire par répartition.

Le salaire net c'est pour le mois, le salaire brut ça donne des droits

À l'inverse, les exonérations de cotisations sociales, la pression sur les bas salaires et le recours massif aux primes non cotisées affaiblissent le financement de nos retraites. Les salariées payent 2 fois : moins de cotisations, c'est de moins bonnes pensions.

Augmenter les salaires, c'est mieux répartir les richesses

En 2024, les dividendes versés aux actionnaires ont battu des records. Une part de ces profits doit revenir à celles et ceux qui produisent la richesse : les travailleuses. C'est pourquoi la CGT exige le maintien des 10 % d'abattement sur les retraites et l'indexation des pensions sur les salaires.

Salaires - retraites : ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un pour l'autre

Augmenter les salaires, sécuriser l'emploi, remettre à plat les exonérations de cotisations : ce sont des moyens pour revenir à une retraite à 62 ans maintenant, puis le retour à 60 ans. Le patronat et le gouvernement refusent d'entendre les propositions CGT pour préserver les profits de quelques-uns. Dans plusieurs entreprises des augmentations de salaires ont été obtenues par la grève. Nous pouvons gagner des mesures de financement et l'abrogation des 64 ans en nous mobilisant !

Le 5 juin, il y a une double utilité à se mobiliser :

Dans la rue, pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites : 64 ans c'est non !

Dans son entreprise et son service pour revendiquer et gagner des avancées sur les salaires et les conditions de travail

Grèves, débrayages : on fait pression pour nos revendications !

Gagner l'abrogation de la réforme

Nous avons été des millions en grève et en manifestation en 2023 contre le recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, imposé par 49-3. Le gouvernement est fragile, le 5 juin il y aura enfin un vote à l'Assemblée. Il faut respecter la démocratie : près de 70 % de la population soutien l'abrogation. Aux députés de se prononcer, maintenant.

Maintenir l'emploi et l'avenir de l'industrie

Avec la CGT, la mobilisation des salariées de la Fonderie de Bretagne a permis de sauver les emplois et l'outil industriel. Mais, 300 plans de suppressions d'emplois sont toujours en cours. Face à l'urgence, la CGT exige un moratoire pour stopper en urgence les licenciements et le contrôle des aides publiques versées aux entreprises.

Combattre l'austérité, défendre les services publics

Au nom de l'austérité, les hôpitaux ferment, les transports publics saturent, l'école publique est sacrifiée pour financer les aides publiques aux entreprises et les cadeaux fiscaux aux plus fortunés. Le 5 décembre dernier, grâce à la mobilisation des agent-es de la fonction publique, le gouvernement a dû reculer, notamment sur les 3 jours de carence. Face aux nouvelles attaques contre les agent-es des services publics, la mobilisation se poursuit pour rétablir la prise en charge maladie à 100% et gagner la hausse du point d'indice, la GIPA et la titularisation des emplois précaires.

Derrière le rideau de fer*

9 mai 1945, le révisionnisme européen

Le Dr Ulrich Schneider, secrétaire général de la Fédération Internationale des Résistants (FIR), et M. Dan Viggo Bergtun, président d'honneur de la Fédération Mondiale des Anciens Combattants apportent un éclairage précieux sur les dérives actuelles de la mémoire collective par leurs prises de parole, enracinées dans leur engagement pour la mémoire de la lutte contre le nazisme.

Réécriture de l'histoire : entre mémoire et instrumentalisation politique

Selon M. Dan Viggo Bergtun, ces dernières années ont vu émerger une tendance inquiétante dans certains pays européens : la réévaluation, voire la révision, des faits établis de la Seconde Guerre mondiale. Cette dynamique est particulièrement perceptible en Europe de l'Est, où l'apport de l'Union soviétique à la défaite du nazisme est souvent relégué au second plan, au profit des mouvements de résistance locaux ou des Alliés occidentaux. Un tel déplacement de perspective risque de simplifier à outrance la complexité historique de la libération de l'Europe.

Cette question dépasse le cadre académique : elle concerne la conscience collective. « En minimisant le sacrifice de l'Armée rouge et du peuple soviétique, nous perdons la mesure de la tragédie et de l'héroïsme de cette époque », souligne M. Bergtun. Une interprétation sélective du passé risque non seulement de déformer la mémoire, mais aussi de servir d'outil à des agendas politiques contemporains, notamment dans le contexte de la montée des nationalismes.

Les dangers du révisionnisme historique

Le Dr Ulrich Schneider met en garde contre les conséquences délétères du révisionnisme historique, qui, motivé par des considérations politiques, peut éroder la confiance publique et compromettre la justice historique.

Parmi les menaces identifiées : la polarisation sociale, la distorsion des faits historiques et la détérioration des relations internationales. Le Dr Schneider cite en exemple le démantèlement du monument dédié au maréchal Konev à Prague, illustrant comment la mémoire des forces de libération est manipulée à des fins politiques immédiates. « Diviser les libérateurs en 'bons' et 'mauvais' revient à instrumentaliser la mémoire pour des objectifs à court terme », affirme-t-il. De telles actions portent atteinte non seulement au passé, mais aussi à l'avenir de l'Europe.

Les récentes déclarations de Mme Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, concernant les commémorations du 9 mai, ont également suscité des préoccupations. Pour M. Bergtun, ces propos traduisent une volonté de certains pays baltes de se distancier de leur passé soviétique – une démarche compréhensible sur le plan politique, mais risquée sur le plan moral. « Le 9 mai ne célèbre pas un régime, mais la fin d'une guerre dévastatrice et le début d'une Europe libérée », rappelle-t-il.

Le Dr Schneider ajoute que cette rhétorique, si elle est adoptée au niveau de la politique étrangère européenne, pourrait saper les fondements mémoriels sur lesquels repose l'Union européenne. « L'Europe unie est née non pas de calculs géopolitiques, mais de l'unité antifasciste », souligne-t-il, en référence aux manifestes des survivants des camps de concentration de Mauthausen et de Ventotene.

Une mémoire inclusive : fondement de l'identité européenne

Les deux experts insistent sur le fait que négliger ou ignorer la contribution de l'un des membres de la coalition antihitlérienne équivaut à miner les bases morales de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Les approches politiques actuelles qui remettent en question la légitimité de certains acteurs de la libération ne se contentent pas de déformer les faits : elles établissent un précédent dangereux, où la mémoire collective devient une monnaie d'échange.

« Si nous fragmentons la mémoire de la guerre », avertit M. Bergtun, « nous perdons l'essentiel : la leçon de solidarité face au mal, l'exemple d'un effort commun, indépendamment des drapeaux sous lesquels les soldats ont combattu ». Pour la FIR, le respect du passé doit être inclusif, non sélectif. Le Dr Schneider affirme que la FIR continuera de veiller à ce que la mémoire des hommes et des femmes ayant combattu sur tous les fronts contre le nazisme demeure une composante essentielle de la conscience historique européenne. C'est là le véritable hommage au passé et la garantie d'un avenir pacifique.

Aux côtés de la Fédération Internationale des Résistants, nous devons nous souvenir que l'identité européenne ne s'est pas forgée dans les bureaux ou les couloirs de Bruxelles, mais dans les forêts traversées par les balles, dans les caches des partisans, dans les camps de la mort et les fosses communes. Elle s'est construite dans l'unité de ceux qui, venus de pays différents et arborant des drapeaux divers, ont vaincu la tyrannie avec une espérance commune. C'est cette conscience qui déterminera l'avenir de l'Europe. Et dans cette conscience, il doit y avoir une place pour tous ceux qui ont combattu le nazisme, quelle que soit leur langue ou l'uniforme qu'ils portaient. Oublier ce combat n'est pas seulement une injustice historique : c'est une capitulation morale face à la commodité et à la peur.

Derrière le rideau de fer*

2005-2025, la démocratie piétinée

Il y a vingt ans, les Français, suivis par les Néerlandais, rejetaient par référendum « le traité établissant une constitution pour l'Europe ». *Trois ans plus tard, bafoyant ce vote, députés et sénateurs adoptaient au congrès de Versailles le traité de Lisbonne, un simple copié collé du texte rejeté trois ans auparavant.* Pour justifier ce véritable coup d'état mené par l'UMP et une bonne partie du PS sous la conduite de Sarkozy et de Hollande (les mêmes qui donnent aux Français des leçons de morale), la parole de François Mitterrand était remise au goût du jour « La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir » et l'Europe était glorifiée au nom de la paix, la paix sociale, économique, politique, diplomatique, militaire.

Les exemples ne manquent pas pour illustrer l'escroquerie européenne dans tous les domaines.

Les programmes sociaux sont à la baisse, la protection sociale est une cible, la régression domine là où les rapports de classes étaient parvenus à des conquêtes, comme celles réalisées par les Français au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec le Conseil National de la Résistance. Pour ne pas tout perdre, la bourgeoisie avait alors dû céder beaucoup... C'est tout cela qui aujourd'hui est largement entamé.

Le plus criant des exemples est mis en exergue par l'actualité et concerne sans aucun doute la politique militaire engagée au nom du conflit russo-ukrainien. Sous l'égide de l'Union Européenne, ce sont des *centaines de milliards qui abondent les budgets militaires*, pour satisfaire Trump qui appelle « l'Europe à s'armer pour compter sur elle-même ». En réalité *ces budgets viennent enrichir les capitalistes et l'industrie d'armement qui font leur choux gras sur le dos de la misère, des destructions, des ravages, de la mort, et sont censés apporter un bol d'oxygène au capitalisme en crise.*

En France Macron qui se voit en chef de guerre pousse toujours plus à la catastrophe qui si elle se produisait serait totale. Et en même temps qu'il pérore à loisirs, sa politique saccage l'école, la santé, les salaires, l'emploi ou encore les services publics avec une austérité sans précédent depuis les années Mitterrand, qui en 1983 ouvrait la voie à la libéralisation européenne contre la préservation de la Nation et de ses atouts.

S'il y a 20 ans des voix s'étaient élevées à « gauche » contre le traité constitutionnel, avec Fabius et Mélenchon notamment, et avaient contribué à la victoire du NON à plus de 54 %, aujourd'hui tout le monde est sagement rentré dans le rang. Les zinsoumis, comme le PS, les Verts et le PCF, capables d'être véhéments en paroles, ont voté les crédits de guerre au parlement français comme au parlement européen. Dès le départ les divagations sur le plan A suivi éventuellement d'un plan B donnaient le ton.

Tout cela depuis 20 ans s'accompagne d'une dégénérescence morale qui au nom du wokisme et de son bras armé, la « cancel culture », menace directement en France l'universalisme républicain et organise la fragmentation au nom d'un communautarisme étranger à notre histoire, nos traditions, nos valeurs. L'internationalisme n'est pas le communautarisme sectaire mais la solidarité conscientisée.

Voilà le point de jonction entre tous qui sur le fond se retrouvent sur les mêmes valeurs, la même politique européenne, destructrice économiquement, politiquement, socialement, culturellement de la civilisation.

L'Union Européenne est le dénominateur commun des forces politiques dites de droite ou de gauche. Il y a 20 ans le peuple a dit NON et s'est ensuite vu confisquer sa victoire dans un déni de démocratie auquel les institutions européennes ont pris goût, décidant aujourd'hui qui est légitime ou pas dans son propre pays pour se présenter aux suffrages des électeurs. Cela s'appelle la dictature. Et là comme ailleurs la dictature ne peut avoir qu'un temps.

Le réveil des peuples risque bien d'être tumultueux, et le plus tôt sera le mieux...

SE SYNDIQUER !

NOM :
PRÉNOM :
MEL :

Nous reprendrons contact avec vous ou cliquez directement sur l'image du cadre

